

*Besoin d'un incitatif puissant*

Sans chercher à minimiser l'impact réel qu'a pu avoir la réalisation des nombreux projets du PSESE, il semble que c'est la perspective d'une adhésion à l'UE et la contrainte de la coopération régionale comme pré-requis à cette adhésion qui soient les principaux facteurs expliquant les nouvelles relations entre les États de l'ESE.

Dans le cas du projet de PSCS, ce *desideratum* consiste en la création d'une CCS qui implique la promesse de retombées économiques importantes issues de l'exploitation pétrolière. La promesse d'un partage plus équitable de cette ressource peut constituer un levier de pression supplémentaire pour inciter les groupes à stabiliser leurs rapports et à s'entendre sur un avenir commun.

Il n'est cependant pas certain qu'une future CCS constitue un incitatif suffisamment attrayant pour « forcer » les protagonistes à mettre de côté leurs différends. Dans le cas qui nous occupe, le PSCS recommande ce qui a été rejeté d'emblée pour l'ESE, pour des considérations politiques. Étant donné que la CCS à créer constitue la pièce maîtresse du projet élaboré par le CEPS, les chances de réussite du PSCS dans l'état actuel du projet semblent plutôt faibles.